



Ilda Figueiredo

Economiste

Député européenne (1999-2012)

Conseil portugais pour la Paix
et la Coopération

« Il faut qu'existe une plus grande convergence dans la lutte pour la paix »

Retrouvez la contribution d'Ilda Figueiredo, à l'occasion de notre séminaire sur "Les enjeux de la paix dans le monde aujourd'hui", organisé par le Mouvement de la Paix en partenariat avec la CGT le 30 janvier 2016 en marge du Conseil national du Mouvement de la Paix.

Chers Amis,

Je vous transmets les salutations du Conseil portugais pour la paix et la coopération au mouvement de la paix en France, à la CGT et à toutes et tous qui se trouvent ici.

Je vous remercie pour votre invitation pour participer à cette table ronde.

Quand nous parlons de sécurité, il faut préciser quelques points, qui pour nous sont les objectifs fondamentaux de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, dans le cas du Portugal, de la Constitution de la République Portugaise, qui fête ses 40 ans le 2 avril de cette année. Donc, la sécurité est étroitement liée à la démocratie, à la liberté, à la justice sociale, au progrès, au développement et à la paix.

Cela signifie que nous devons œuvrer pour le respect des droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne

humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, de même que des nations, grandes et petites.

Il faut créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations découlant des traités et autres sources du droit international, promouvoir le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie, dans une notion plus large de la liberté.

Il est donc essentiel de développer des relations amicales entre les nations, fondées sur le respect du principe de l'égalité des droits et de l'autodétermination des peuples, et de prendre d'autres mesures visant à consolider la paix universelle.

Le principe de l'égalité souveraine

Pour réaliser la coopération internationale, il faut résoudre les problèmes internationaux d'ordre économique, social, culturel ou humanitaire, il faut promouvoir et encourager le respect des droits humains et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction d'origine, de sexe, de langue ou de religion.

Le principe de l'égalité souveraine de tous les membres de la communauté internationale exige de régler les différends internationaux par des moyens pacifiques, de façon à ce que la paix, la sécurité internationale, et la justice, ne soient pas mises en danger ; elle exige aussi de s'abstenir dans les relations internationales de la menace ou de l'usage de la force, que ce soit contre l'intégrité territoriale ou contre l'indépendance politique de n'importe quel État.

Comme vous le savez bien, je parle des principes de la Charte des Nations Unies.

Mais maintenant nous savons que ces principes ne sont pas respectés par les puissances occidentales, notamment au niveau de l'Union

européenne. Nous savons que le système inhumain, exploiteur et agressif dominant, le capitalisme, encourage les processus de déstabilisation dans différentes parties du monde, qui se sont aggravés avec l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak, mais aussi en Palestine, en Syrie, etc. et les guerres d'agression impérialistes, la politique de domination économique et la mainmise sur les ressources naturelles.

Une des conséquences en est le drame humain du mouvement des réfugiés et des immigrés en provenance de diverses régions du continent africain et du Moyen-Orient.

Ces mouvements migratoires et l'immigration sont de véritables évasions pour fuir la pauvreté, la guerre et la mort. Des centaines de milliers de personnes et des familles entières qui risquent leur vie en luttant pour survivre portent avec elles des histoires de vie dramatiques. Le droit inaliénable à la vie et à la dignité est un principe fondamental consacré dans la Charte des Nations Unies.

Par conséquent, nous considérons que, pour des raisons humanitaires et par devoir légal, il est nécessaire de prendre les mesures nécessaires pour fournir des soins appropriés aux réfugiés et aux immigrés, dans une expression de solidarité avec les personnes victimes d'agressions et de politiques de domination économique et géostratégique.

Nous déplorons la façon dont l'Union européenne répond à cette réalité, en identifiant le droit à la survie de millions d'êtres humains avec une menace, en ouvrant la voie au racisme et à la xénophobie et aux actions criminelles des groupes fascistes.

Nous déplorons toute discrimination dans la réponse aux problèmes humanitaires sur la base de la distinction entre les réfugiés et les migrants, et nous condamnons les visions et les déclarations, en particulier de certains partis politiques et de quelques pays, qui, sous prétexte de la crise humanitaire créée par les politiques des États-Unis, l'OTAN et frontalement l'Union européenne, soutiennent de nouvelles aventures militaires au Moyen-Orient et en Afrique.

Et nous exprimons notre solidarité avec les peuples victimes d'ingérence et d'agression extérieure - en particulier les Syriens, qui représentent aujourd'hui le plus grand nombre de réfugiés – et avec les personnes qui sont victimes de l'exploitation, du pillage des ressources naturelles et du déni de leurs droits économiques et sociaux les plus élémentaires. Mais aussi avec toutes et tous qui en France, au Danemark et dans d'autres pays luttent contre la répression et la limitation des libertés.

*Développer une politique
humanitaire de soutien aux
réfugiés*

Nous croyons que la réponse nécessaire à cette situation entraîne inévitablement le respect des droits de l'homme, y compris sociaux et du travail, et le droit des peuples au développement; l'abandon de la politique de répression et de la militarisation de cette question - ce qui ne fait qu'aggraver les causes et alimente les réseaux d'immigration clandestine.

Il faut développer une politique humanitaire de soutien aux réfugiés et respecter les droits des migrants, il faut lutter contre les causes de l'immigration de masse – c'est à dire, pour la fin de la politique de guerre et d'intervention, pour la fin des politiques néocoloniales d'exploitation des personnes et des pays d'Afrique et du Moyen-Orient –, il faut respecter la souveraineté et l'indépendance des États, résoudre la pauvreté et donner toute l'attention à la solidarité et à la coopération politiques réelles pour le développement des pays économiquement les moins développés.

La question de la sécurité en Europe consiste donc à résoudre ces problèmes, en renversant les politiques. Nous pensons qu'il est nécessaire aussi de mettre fin aux mesures économiques d'austérité, dictées par l'obsession du déficit, qui touchent les zones essentielles de l'État que sont la justice et la sécurité publique ; tout en écoutant les

justes revendications des travailleurs, il est nécessaire d'assurer le fonctionnement normal des tribunaux et des forces et services de sécurité, d'assurer le droit à l'accès à la justice, la sécurité et la tranquillité publiques.

Il est nécessaire d'assurer la défense de la démocratie et des libertés, sur la base des principes de la démocratie, avec l'approfondissement des droits, des libertés et des garanties, et renforcer la participation des citoyens à la vie politique; il est nécessaire d'assurer une politique de sécurité qui défende les droits des citoyens et la tranquillité publique. Une question cruciale pour la défense du système démocratique est la subordination réelle du pouvoir économique au pouvoir politique.

Et pour nous, toutes et tous ceux qui sommes épris de paix, il faut aussi qu'existe une plus grande convergence dans la lutte pour la paix, pour dénoncer les causes de la situation actuelle, du militarisme et de la guerre, et pour promouvoir la solidarité avec les personnes victimes de l'agression, de l'ingérence et des guerres, pour le développement, le progrès de l'humanité et la Paix.

